



Lundi 25 novembre 2024

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, **CONSTRUIRE LE « TOUS ENSEMBLE ! »**

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

Des charrettes de licenciements

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes. **Public, privé, face aux licenciements et à la dégradation des conditions de travail c'est tous ensemble qu'il faut lutter !**

On va pas se laisser endormir

Ce mardi 26 novembre, dans le cadre d'une réunion nationale sur les évolutions de production sur les 3 prochaines années chez Stellantis, la direction va annoncer que l'usine de Poissy a du travail en 2025, 2026 et 2027.

Ce ne sont que des prévisions et que de belles paroles. Le but est de rassurer les salariés pour qu'ils travaillent au maximum sans faire de vagues. Les prévisions ça change vite et les paroles ça s'envole. On n'a aucune confiance. Si elle voulait vraiment rassurer, la direction s'engagerait par écrit à des garanties sur l'emploi, les pré-retraites et nos salaires.

Pack-Ping-Pong

Packs batterie au B3, mercredi matin, la majorité des ouvriers ont débrayé plus de 4 heures contre le projet de la direction de les mettre 2 jours par semaine au Montage à la chaîne. Faire l'aller-retour au Montage, pour pallier au manque de personnel, ne va à personne. Il y a trop d'absents au Montage ? Que la direction recrute à l'extérieur !

Libérés, délivrés !

Emboutissage, équipe B, jeudi, constatant les risques liés à l'accumulation de neige, les ouvriers se sont mis en grève à partir de 18h pour rentrer chez eux. Ils ont eu raison ! Les dirigeants qui voulaient qu'on reste, eux étaient bien au chaud à la maison !

La sécurité de ses profits, c'est sa priorité

Montage, équipe B, jeudi avant la deuxième pause, les chefs ont dit aux salariés de rentrer chez eux car il y avait un manque de pièces. D'autres secteurs de l'usine pouvaient continuer à travailler. La direction a même fait venir l'équipe de nuit en Peinture. Et pour les équipes venues travailler vendredi à 5h15, beaucoup de zones de l'usine n'étaient même pas salées.

Touche pas à mon bas salaire !

Montage, équipe B, vendredi, 35 ouvriers ont débrayé à partir de la 2^e pause jusqu'à la fin d'équipe. La production a vite été arrêtée, il manque tellement de personnel que la direction a galéré pour relancer un peu de production... qui finira à la Retouche. Les grévistes exigeaient le paiement des heures non travaillées de jeudi en fin d'équipe. Pas d'accord pour payer à cause des problèmes d'approvisionnement de Stellantis !

Ça va chauffer

Dans beaucoup de secteurs, le chauffage ne fonctionne pas ou les portes extérieures restent ouverte. Il faut que la direction investisse : les services techniques manquent de moyens et les installations sont vieilles. On n'a pas l'intention de faire hiberner notre colère.

La semaine de l'hypocrisie

Pour se faire bien voir à l'extérieur, Stellantis a fait de l'information dans le cadre de la semaine du handicap. Pourtant ce serait à la direction qu'il faudrait

expliquer ce qu'est un salarié handicapé ou avec des restrictions médicales. Elle ne les respecte pas et cherche à les faire dégager du site à coups de pression.

Contre la série noire : une lutte rouge

Volkswagen veut fermer 3 usines en Allemagne, Michelin veut en fermer 2 (1250 emplois) en France, Nissan prévoit de supprimer 9 000 emplois dans le monde, Ford va encore en supprimer 4 000 en Europe (dont 2 900 à Cologne). C'est maintenant au tour de Bosch le plus important fournisseur de pièces automobile du monde qui veut supprimer 5 500 emplois, principalement en Allemagne. Par-delà les frontières, quel que soit notre employeur, les salariés ont intérêt à s'unir contre leurs patrons et leurs casse sociale mondiale.

Grève illimitée chez Novares

Depuis le 19 novembre, la quasi-totalité des 122 salariés de Novares Ostwald près de Strasbourg sont en grève illimitée pour obtenir de meilleures conditions de départ suite à l'annonce de la fermeture de leur site en 2025. La direction n'accorde notamment que 1 300 € brut par année d'ancienneté, les grévistes en veulent 3 000. Ils réclament que Stellantis, leur principal donneur d'ordre et responsable de la fermeture, paie une partie des indemnités. Ce lundi ils sont allés voir leurs collègues d'un autre site Novares près de Colmar pour les avertir : d'autres fermetures vont se produire, il est donc nécessaire d'être solidaires dans la lutte.

Michelin Cholet : la colère s'organise

À Michelin Cholet, menacé de fermeture dans 6 mois, des équipes de grévistes se relaient aux portes de l'usine. Lundi 18 novembre, une centaine de travailleurs ont élu un comité d'organisation pour coordonner la lutte. Michelin ne propose que 35 000 € d'indemnité supra-légale et 500 € par année d'ancienneté alors que le groupe a fait 2 milliards de profit en 2023. Les Michelin sont allés voir des salariés du privé ou du public de leur région, ont manifesté avec d'autres sites à Clermont-Ferrand devant le siège, mis en échec les tentatives de la direction de forcer les barrages... d'autres actions vont avoir lieu.

Les grévistes veulent développer la lutte avec les indécis sur le site. Et ils ont conscience que 300 000 emplois menacés en France, ça pourrait devenir une force.

Les Haïtiens insultés par Macron

En marge du G20 à Rio-de-Janeiro, Macron a déclaré que les Haïtiens étaient « complètement cons » pour avoir limogé leur Premier ministre et, qu'ils étaient responsables de la misère de leur île. L'ex-puissance coloniale, la France, avait imposé le paiement d'énormes réparations au pays, lors de l'indépendance, en 1804, dont les remboursements avaient continué... jusqu'en 1952. Insultes et mépris, voilà ce que réserve la bourgeoisie française aux travailleurs et peuples qu'elle exploite dans le monde entier.